CHANTIER
DE L'ÉCONOMIE SOCIALE

RAPPORT ANNUEL 2004-2005

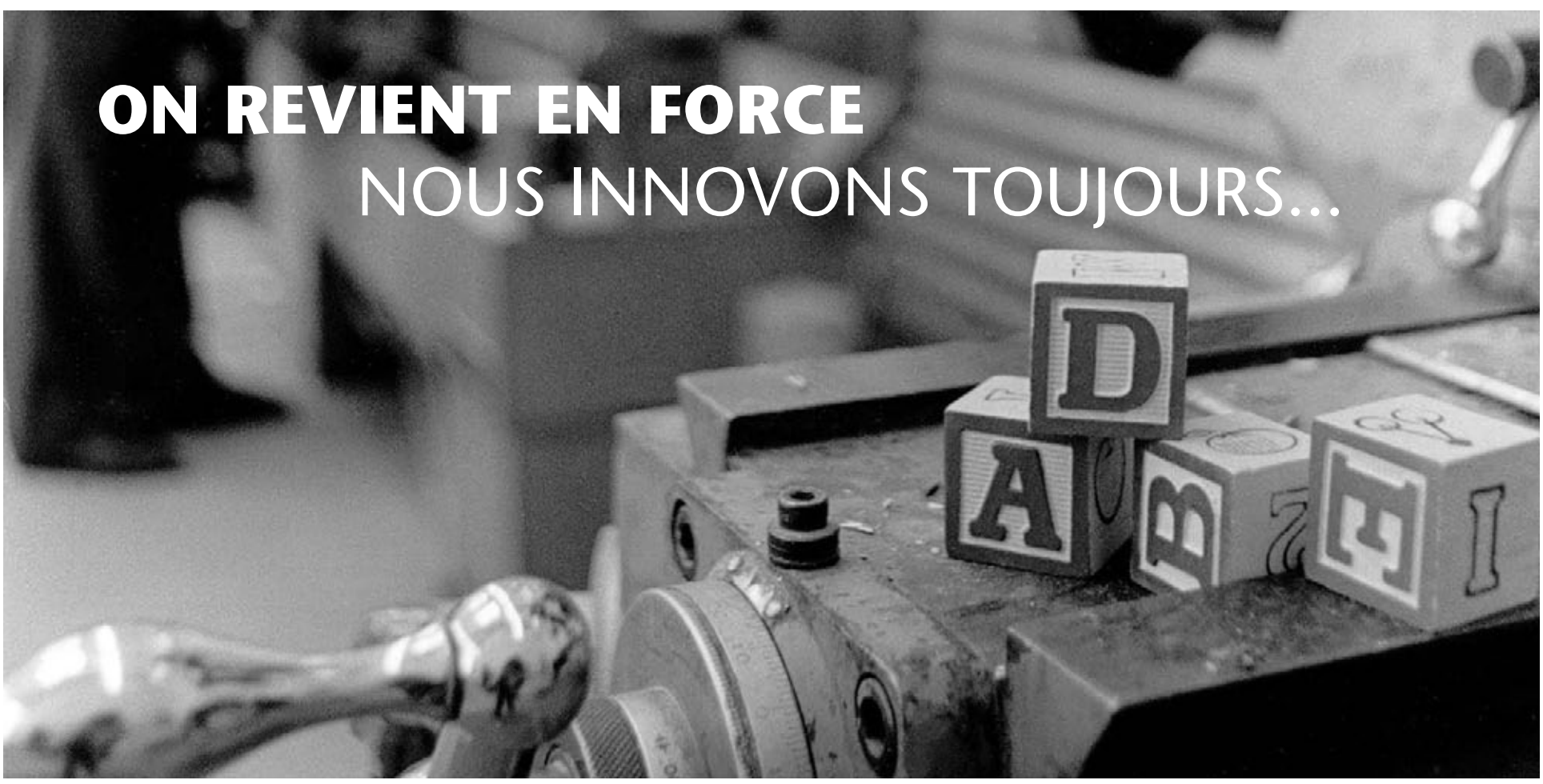


Photo : Sylvain Marier

LA VIE DU CHANTIER DE L'ÉCONOMIE SOCIALE N'A RIEN DU LONG FLEUVE TRANQUILLE

L'élan donné à la construction de l'économie sociale en 1996, autour des premiers travaux du Chantier, pouvait difficilement nous laisser anticiper une telle accélération du développement. Après près de 10 ans, le Chantier de l'économie sociale renouvelle jour après jour son engagement d'être un leader efficace quant à la promotion et au soutien des entreprises collectives.

Au cours de l'année 2004-2005, le conseil d'administration et l'équipe du Chantier ont travaillé à mettre en œuvre les orientations adoptées lors de la dernière assemblée générale annuelle. Les démarches visant à concrétiser les engagements des gouvernements du Québec et du Canada en faveur de l'économie sociale, l'élaboration du projet de fiducie pour la capitalisation durable des entreprises d'économie sociale, le renforcement de notre vie associative, le développement de nos partenariats stratégiques ainsi que le suivi des régions et des secteurs ont donc mobilisé les énergies du conseil d'administration.

Nous avons également porté une attention particulière à la consolidation de nos alliances avec les réseaux de partenaires de l'économie sociale. Nous avons multiplié les lieux de convergence notamment avec le mouvement syndical, l'Association des CLD du Québec et le milieu de la recherche universitaire autour de l'ARUC-ÉS, qui a fait un bilan positif de ses cinq années de recherche en économie sociale. Ces alliances stratégiques permettent à l'économie sociale de poursuivre son développement en s'appuyant sur des partenariats tangibles.

Nous avons multiplié les occasions de rencontres en région afin de raffermir nos liens avec les acteurs de l'économie sociale partout sur le territoire québécois. Chacune de ces rencontres fut l'occasion de constater l'incroyable dynamisme et le sens de l'innovation qui anime les acteurs de l'économie sociale. Les Pôles régionaux d'économie sociale se mettent en place dans plusieurs régions du Québec. Nous avons déjà conclu des ententes avec les régions de la Mauricie, de Laval, de l'Abitibi-Témiscamingue, de Québec et de Montréal. Plusieurs autres cheminent dans le même sens, afin de doter le mouvement de l'économie sociale d'un formidable réseau d'échange qui arrimera nos interventions aux priorités des acteurs en région.

Chaque année, nous pouvons constater à quel point le plan de travail que nous nous donnons est ambitieux. Chaque année, nous sommes surpris de l'ampleur de la tâche que nous avons réussi à accomplir dans des contextes difficiles. Nous devons saluer la détermination et le professionnalisme dont l'équipe permanente fait preuve. Sous le leadership dynamique de Nancy Neamtan, l'équipe du Chantier s'est encore distinguée par son sens de l'écoute et de l'innovation.

Si nous entreprenons l'année avec enthousiasme, les défis qui nous attendent sont de taille. La constitution d'un mouvement identitaire passe par la mobilisation de l'ensemble des acteurs qui se reconnaissent de l'économie sociale et qui veulent contribuer à construire une économie plus solidaire. Plus que jamais, nous devons concrétiser les valeurs qui nous animent et serrer les rangs, afin de favoriser la réalisation du plein potentiel de l'économie sociale au Québec.

Patrick Duguay
Président du conseil d'administration

TABLE DES MATIÈRES

MOT DU PRÉSIDENT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION 1
MOT DE LA PRÉSIDENTE-DIRECTRICE GÉNÉRALE 2

LE BILAN DES ACTIVITÉS

LES LIENS RÉGIONAUX ET LOCAUX 3
LA CAPITALISATION 3
L'ALLIANCE DE RECHERCHE UNIVERSITÉS-COMMUNAUTÉS EN ÉCONOMIE SOCIALE 3
LE DÉVELOPPEMENT, LA CONSOLIDATION ET L'ÉMERGENCE DES SECTEURS 4
LES COMMUNICATIONS 6
LA VIE ASSOCIATIVE 7
LA RELÈVE 7
UNE INFLUENCE HORS QUÉBEC 7
LES LIENS INTERNATIONAUX 7

ANNEXES

ANNEXE 1. LE CONSEIL D'ADMINISTRATION 8
ANNEXE 2. L'ÉQUIPE DE TRAVAIL 8
ANNEXE 3. LISTE DES SIGLES ET ACRONYMES 8

CHANTIER
DE L'ÉCONOMIE SOCIALE

4200, rue Adam
Montréal QC H1V 1S9
Téléphone : 514.899.9916
Télécopieur : 514.899.0114
www.chantier.qc.ca

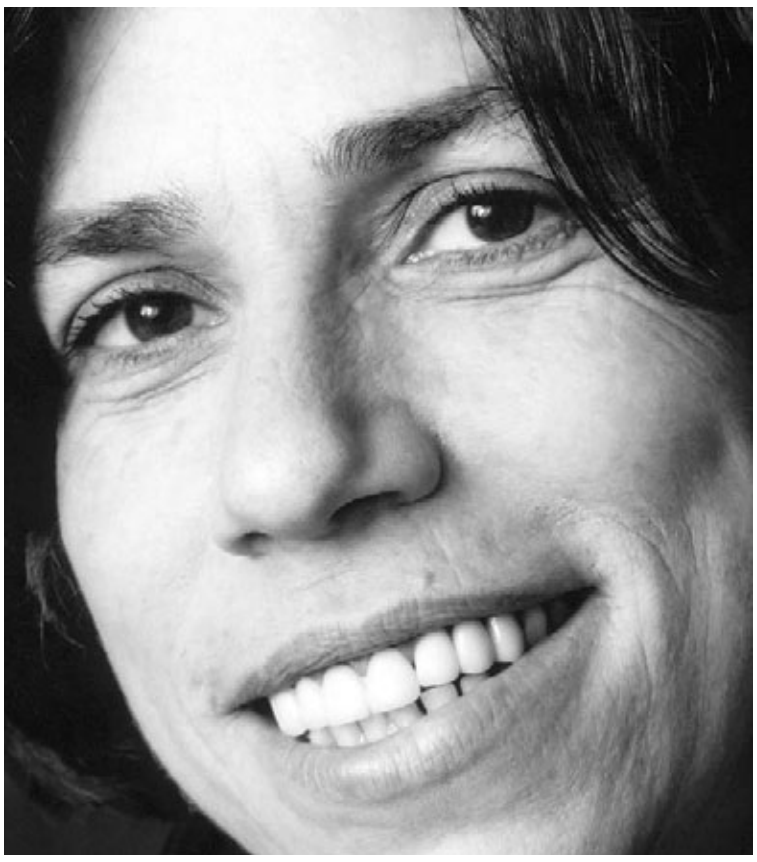
2

LE BILAN DES ACTIVITÉS

LA PRINCIPALE MISSION DU CHANTIER DE L'ÉCONOMIE SOCIALE EST DE PROMOUVOIR L'ÉCONOMIE SOCIALE COMME PARTIE INTÉGRANTE DE LA STRUCTURE SOCIO-ÉCONOMIQUE DU QUÉBEC.

LE CHANTIER TRAVAILLE AINSI À FAVORISER ET À SOUTENIR L'ÉMERGENCE, LE DÉVELOPPEMENT ET LA CONSOLIDATION D'ENTREPRISES ET D'ORGANISMES D'ÉCONOMIE SOCIALE DANS UN ENSEMBLE DE SECTEURS DE L'ÉCONOMIE, POUR RÉPONDRE AUX BESOINS DES COMMUNAUTÉS ET POUR CRÉER DES EMPLOIS DURABLES.

FAVORISER ET SOUTENIR LA CONCERTATION DES DIVERS ACTEURS DE L'ÉCONOMIE SOCIALE EST AUSSI AU CŒUR MÊME DE LA MISSION DU CHANTIER.



L'ANNÉE 2004-2005

L'année 2004-2005 a été à la fois une période remplie d'activités intenses pour le Chantier de l'économie sociale et une période durant laquelle tous les espoirs ainsi que tous les doutes furent permis. Le Chantier a mené plusieurs dossiers d'envergure; il a continué à jouer un rôle d'éclaireur et de développeur; il a renforcé ses liens avec les régions et il a occupé une place incontestable dans bon nombre de débats stratégiques. Compte tenu des lenteurs sur le plan gouvernemental, tous les fruits de ce travail n'ont pas été récoltés, laissant l'organisation dans une situation d'incertitude à l'approche de la saison estivale. Heureusement, au cours de l'été, le soleil et les bonnes nouvelles ont été au rendez-vous, nous permettant de commencer la nouvelle année avec enthousiasme et optimisme.

Malgré une année très exigeante pour les administrateurs et l'équipe, il est important de souligner à quel point les réseaux membres et les partenaires régionaux et sectoriels ne nous ont jamais lâchés. Nos membres et nos partenaires ont notamment pris le temps de débattre de la pertinence de notre projet de fiducie et nous ont appuyés. Ils ont travaillé de concert avec nous à la constitution de pôles régionaux. Ils ont mené avec ou sans le Chantier une foule d'initiatives de promotion et de développement. Sur le terrain, les acteurs de l'économie sociale ont continué à oser entreprendre, à développer des projets et à défendre leurs acquis et, ce faisant, à renforcer le mouvement de l'économie sociale au Québec, et cela, malgré une conjoncture difficile. Durant l'année, les jeunes ont également décidé de prendre leur place. La création d'un comité jeunesse dynamique nous inspire grandement. Nous sommes extrêmement reconnaissants de tous ces appuis qui ont fourni de l'oxygène à l'équipe pendant toute l'année.

L'ensemble de ces facteurs nous permet de vous présenter, somme toute, un bilan positif de l'année, à l'exception de l'évolution inquiétante de certains dossiers, notamment celui des centres de la petite enfance. La force grandissante de ce mouvement citoyen nous permet de croire qu'il ne sera pas facile pour qui que ce soit de balayer du revers de la main un ensemble de pratiques et d'acquis que constitue l'économie sociale au Québec.

Le bilan de l'année nous indique à quel point la poursuite et l'expansion lente mais certaine du mouvement de l'économie sociale au Québec sont porteuses d'espoir pour les collectivités locales. Par ailleurs, tout en étant enracinée sur le territoire québécois, l'économie sociale continue à s'insérer dans un mouvement international grandissant pour une économie solidaire et équitable. À la veille du dixième anniversaire du Chantier de l'économie sociale, cette nouvelle réalité exige la réalisation d'un bilan qui nous permettra de repositionner le Chantier face aux défis de la prochaine décennie. Je suis convaincue que le Chantier, fort de l'appui et de la collaboration de ses réseaux membres et de ses partenaires, se montrera à la hauteur des défis et des nouveaux mandats qui l'attendent.

Je tiens à remercier l'ensemble des membres du conseil d'administration pour leur aide précieuse tout au long de l'année. Je tiens également à remercier l'équipe de travail qui a fait preuve de sagesse, de détermination et de dévouement malgré un contexte d'incertitude. Sans les gens de cette équipe : rien ne serait possible. Avec eux et avec l'appui des administrateurs et des membres : rien ne peut nous arrêter.

Nancy Neamtan
Présidente-directrice générale

Le genre masculin est utilisé sans discrimination dans le but d'alléger le texte.

Imprimé sur papier Cascades Rolland Enviro 100
fait à 100 % de fibres postconsommation, sans chlore.

3

LE BILAN DES ACTIVITÉS

LES LIENS RÉGIONAUX ET LOCAUX

La mise en place de pôles régionaux d'économie sociale a été au cœur de nos activités cette année; elle a donné le ton pour l'ensemble des activités régionales et locales organisées par le Chantier et ses partenaires ainsi que pour celles auxquelles nous avons participé dans bon nombre de régions du Québec.

La reconfiguration régionale et locale, amorcée il y a deux ans, aura permis au Chantier et à ses partenaires régionaux et locaux d'établir un état de la situation de l'économie sociale : son niveau d'enracinement, sa reconnaissance par les pouvoirs publics, les différents intervenants et le public en général; de mesurer le chemin parcouru, les acquis solides et ceux qui le sont beaucoup moins; de prendre acte des enjeux, mais aussi des opportunités, et de se donner collectivement des perspectives et des outils pour les soutenir.

À cela s'est ajoutée la volonté du Chantier et de ses partenaires régionaux et locaux de travailler en collaboration plus étroite et d'avoir des instances régionales représentatives du développement de l'économie sociale.

Le tout a porté fruit, nommément des ententes de partenariat entre le Chantier de l'économie sociale et les Pôles régionaux d'économie sociale de la Mauricie, de la Capitale nationale, de Laval, de l'Abitibi-Témiscamingue et de Montréal. Fait intéressant à souligner : ces pôles sont tous reconnus par la Conférence des élus de leur région respective. Aussi, la construction de liens plus formels avec les instances régionales a donné lieu à des rencontres pour la mise en place d'un pôle dans les régions des Laurentides, de l'Outaouais, du Centre-du-Québec, du Saguenay–Lac-Saint-Jean, de l'Estrie et du Bas-Saint-Laurent. Certaines régions, notamment Chaudière-Appalaches, l'Outaouais et le Bas-Saint-Laurent, ont organisé des journées de réflexion sur l'économie sociale et la création d'un pôle régional auxquelles le Chantier a participé activement.

La trousse de représentation politique, le guide de sensibilisation à l'économie sociale et les quatre outils de gestion financière* adaptés aux particularités des entreprises collectives nous ont également conduits dans plusieurs régions du Québec : Mauricie, Abitibi-Témiscamingue, Laval, Lanaudière, Laurentides, Bas-Saint-Laurent, Montréal, Québec, Saguenay–Lac-Saint-Jean et Montérégie.

Les liens se sont aussi resserrés avec l'Association des centres locaux de développement du Québec (ACLDQ) au cours de l'année; au niveau régional les centres locaux de développement (CLD) sont des composantes importantes des pôles régionaux. Le Chantier a également collaboré et participé à différents événements organisés par des CLD, notamment ceux de Longueuil et D'Autray.

UN NOUVEAU PROJET

Le Chantier a obtenu, à l'été 2005, une subvention du ministère des Affaires municipales et des Régions pour un projet de recherche-action, *Économie sociale et ruralité*. Ce projet de recherche-action vise le développement d'une approche innovatrice en matière de revitalisation des milieux ruraux éloignés ou en marge des grands centres en tablant sur le caractère rassembleur et structurant des initiatives émanant de l'économie sociale. Cette approche sera développée en collaboration étroite avec cinq territoires de municipalités régionales de comté (MRC) et le projet, dans son ensemble, se fera également en collaboration étroite avec l'ACLDQ, la Fédération québécoise des municipalités (FQM) et Solidarité rurale du Québec.

*Compréhension des états financiers des entreprises collectives; Interprétation et analyse de la situation financière de votre entreprise; Planification financière et financement approprié; et Élaboration d'un tableau de bord pertinent.

LA CAPITALISATION DES ENTREPRISES D'ÉCONOMIE SOCIALE ET AUTRES MESURES DE SOUTIEN FINANCIER

Cette année, une priorité a été accordée au développement du projet de la Fiducie du Chantier de l'économie sociale. Ce projet visant à mettre à la disposition des entreprises d'économie sociale du capital patient est attendu par ces entreprises depuis des années. Développement économique Canada (DEC) a finalement lancé le concours visant la sélection d'un gestionnaire pour les 28,5 millions de dollars de capital patient disponibles pour le Québec. La proposition déposée par le Chantier le 27 mai 2005 est originale et structurante pour le développement de l'économie sociale au Québec.

L'exercice a exigé un travail colossal tant pour la conceptualisation, la négociation avec des partenaires, la recherche d'appuis et de collaborations en région, que pour la finalisation du projet. La participation de Fondaction de la CSN consolide des collaborations déjà très fructueuses avec les outils financiers de la CSN. L'offre de partenariat du Fonds de solidarité de la FTQ, soutenue par la direction de la FTQ, constitue une avancée majeure dans nos rapports avec cette organisation syndicale. Le soutien de l'ACLDQ, des CDEC et d'une diversité de partenaires dans tout le Québec a aussi permis de repositionner le Chantier dans le contexte du développement régional. Nous sommes confiants qu'un dénouement heureux de ce dossier confirmera la justesse du choix de consacrer des ressources majeures pour faire aboutir ce projet.

Le programme de développement des capacités de DEC a finalement été lancé et plusieurs acteurs de l'économie sociale ont pu faire financer des projets cette année. Ce programme avait été annoncé dans le budget 2004 du gouvernement du Canada à la suite des représentations du Chantier de l'économie sociale. Le Chantier a participé aux consultations de DEC qui ont précédé l'implantation du programme et effectue un suivi de l'application de la mesure. Une somme de 5,1 millions de dollars sera investie au Québec sur une période de deux ans.

Encore cette année, nous avons participé aux travaux du chantier d'activités partenariales de l'Alliance de recherche universités-communautés en économie sociale portant sur le financement, avec nos partenaires universitaires et de la finance solidaire.

Nous avons également poursuivi nos démarches auprès du gouvernement du Québec afin d'améliorer la capitalisation des entreprises d'économie sociale. À la suite de discussions avec le ministre des Finances du Québec, nous avons obtenu, dans le cadre du dernier budget du gouvernement, qu'une enveloppe de 5 millions de dollars soit dédiée au développement de projets d'économie sociale dans les régions touchées par la réduction des droits de coupe en milieux forestiers. Cette mesure est accessible tant aux coopératives qu'aux OBNL. D'autres discussions ont été entreprises touchant la capitalisation des infrastructures et les fonds de roulement des entreprises d'économie sociale.

aruc économie sociale

ALLIANCE DE RECHERCHE UNIVERSITÉS-COMMUNAUTÉS EN ÉCONOMIE SOCIALE

L'année 2005 a été très fructueuse pour l'avancement de la recherche en économie sociale. En janvier 2005, le Conseil de recherche en sciences humaines du Canada (CRSH) a renouvelé son soutien financier à l'Alliance de recherche universités-communautés en économie sociale (ARUC-ÉS) pour cinq autres années. L'ARUC-ÉS a donc entrepris la phase II de ses activités. Les chantiers d'activités partenariales (CAP) ont été remaniés pour ne conserver que cinq thématiques : le développement local et régional, le financement, l'habitat, loisir et tourisme social, et les services aux personnes. La dimension de comparaison internationale relèvera du comité de coordination et l'évaluation sera prise en charge par les différents CAP.

La proposition pour l'établissement d'un Réseau québécois de recherche partenariale en économie sociale a également été retenue par le CRSH. À partir de septembre 2005, ce réseau sera déployé dans huit régions du Québec : l'Abitibi-Témiscamingue, l'Outaouais, l'Estrie, Montréal, la Mauricie, Québec, le Bas-Saint-Laurent et le Saguenay–Lac-Saint-Jean. Dans ces différentes régions, des représentants des pôles régionaux du Chantier et des chercheurs universitaires réaliseront au cours des cinq prochaines années de la recherche en partenariat. Plus de 200 000 dollars seront investis annuellement dans l'ensemble de ces régions pour ces activités de recherche. Au cours de la prochaine année, les possibilités de financement seront explorées afin de permettre à d'autres régions de s'inscrire dans ce projet. Avec la phase II de l'ARUC-ÉS, un nouveau site Internet qui servira tant à l'ARUC-ÉS qu'au réseau régional sera mis en ligne. Soulignons que cinq autres réseaux seront soutenus par le CRSH, de même qu'un réseau national dans lequel le Chantier et l'ARUC-ÉS joueront un rôle clé. On peut donc prévoir un accroissement important de la recherche sur l'économie sociale au Québec et au Canada au cours des prochaines années.

Le 7 juin dernier, à l'occasion du cinquième anniversaire de l'ARUC-ÉS, les praticiens et les chercheurs étaient conviés à une journée bilan. Depuis 2000, plus de 75 cahiers de recherche ont été produits et près de 20 colloques, séminaires et symposiums ont été organisés avec divers partenaires. Toutes ces activités et ces publications constituent autant de ressources disponibles aux promoteurs, aux gestionnaires et aux partenaires des projets d'économie sociale. La diffusion des résultats et leur utilisation par le milieu demeurent un défi à relever. L'ARUC-ÉS compte donc consacrer des efforts importants dans sa phase II pour arrimer encore plus fermement la recherche aux besoins des praticiens de l'économie sociale. Cette journée bilan a notamment permis de nouer des liens avec des secteurs proches de l'économie sociale : le développement international, le commerce équitable, le secteur de la philanthropie.

Depuis la création de l'ARUC-ÉS, le Chantier et ses partenaires y jouent un rôle primordial. Rappelons que la codirection de l'Alliance est assurée par la présidente-directrice générale du Chantier de l'économie sociale.

LE DÉVELOPPEMENT, LA CONSOLIDATION ET L'ÉMERGENCE DES SECTEURS

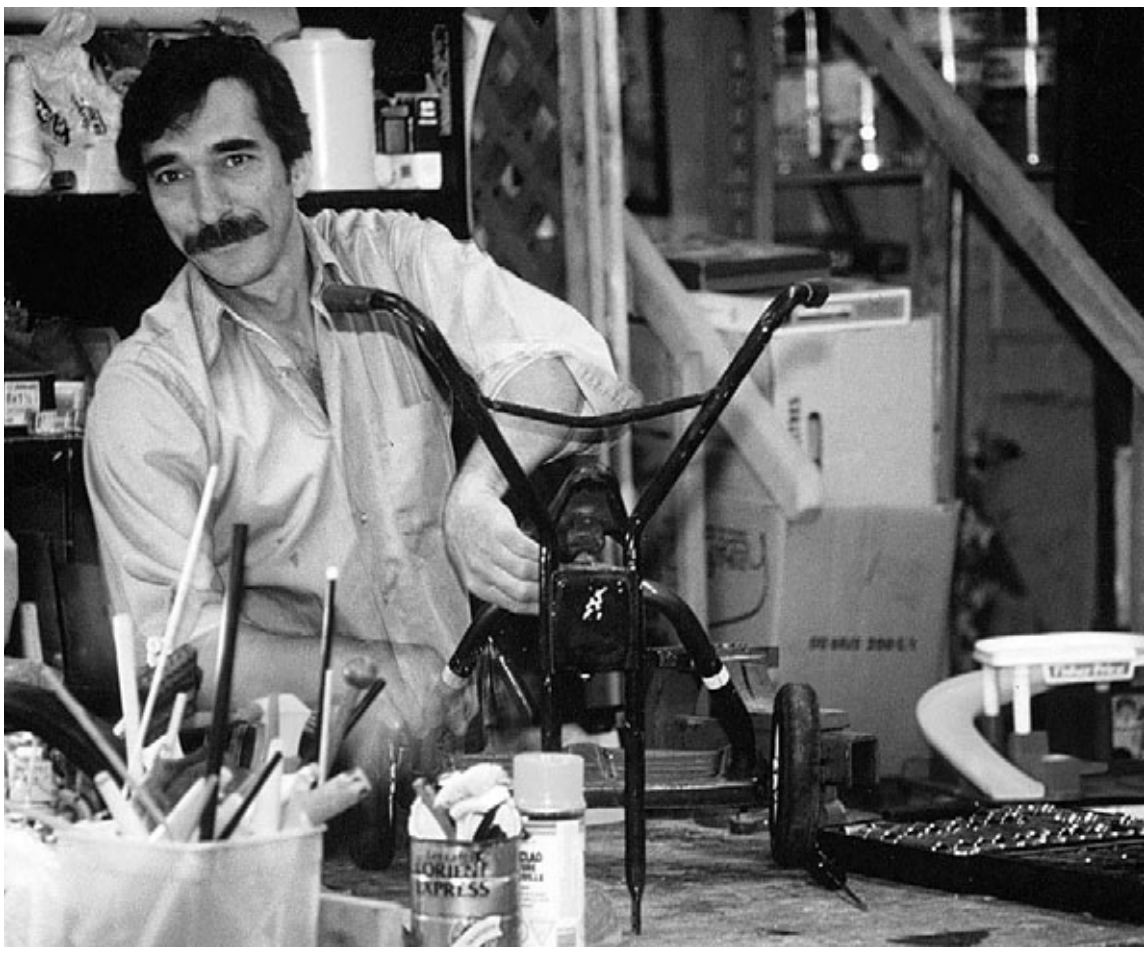
L'HABITATION COMMUNAUTAIRE

Cette année, il fallait assurer la poursuite du développement du logement coopératif et sans but lucratif au bénéfice des ménages québécois à revenus faibles. Grâce aux représentations faites auprès du ministre des Finances du Québec par l'ensemble des acteurs de l'habitation communautaire, le gouvernement a accordé 145 millions de dollars additionnels dans son budget 2005. Le Chantier a appuyé les efforts de l'Association des groupes de ressources techniques du Québec (AGRTQ), de la Confédération québécoise des coopératives d'habitation (CQCH), du Réseau québécois des OSBL d'habitation (RQOH), du Front d'action populaire en réaménagement urbain (FRAPRU) et de la Fédération des locataires de HLM du Québec.

Ces regroupements sont tous membres du Fonds québécois d'habitation communautaire, auquel participe également le Chantier de l'économie sociale. Ce fonds a pour mission de coordonner les efforts des acteurs du monde de l'habitation sociale et communautaire, soit les pouvoirs publics, les acteurs de l'économie sociale et les institutions financières impliquées, afin de favoriser la réalisation et le maintien de logements communautaires de qualité à coût abordable. En plus de sa participation aux réunions du Conseil d'administration du Fonds québécois d'habitation communautaire, le Chantier s'est particulièrement impliqué dans le comité se penchant sur les projets avec services (destinés aux personnes âgées et autres clientèles spéciales). De plus, nous avons suivi les études portant sur l'état du parc de logements coopératifs et sans but lucratif actuel et nous avons travaillé sur les outils de financement du logement communautaire.

Le Chantier a également participé au Conseil d'administration du Fonds d'investissement Montréal (FIM), qui finance le développement de projets d'habitation coopérative et d'organismes sans but lucratif sur l'île de Montréal. Cette année, nous avons activement contribué aux efforts de recapitalisation du FIM.

En collaboration avec l'AGRTQ, le CQCH et le RQOH, nous avons fait des représentations auprès du ministre de la Santé et des Services sociaux (MSSS) afin d'assurer le financement des services communautaires dans les projets destinés aux personnes âgées et aux clientèles spéciales. Nous avons également soumis au ministre Couillard une proposition en deux points : le développement de 15 000 logements additionnels au cours des cinq prochaines années et l'établissement d'un partenariat avec le ministère afin de permettre aux personnes en perte d'autonomie, actuellement membres-locataires des projets de coopératives et d'OBNL existants, de bénéficier de services de maintien dans des lieux adaptés à leurs besoins.



LES RESSOURCERIES

À la suite des efforts des acteurs de l'économie sociale depuis plus de deux ans, le nouveau programme de financement destiné aux entreprises d'économie sociale a finalement été lancé par le ministre du Développement durable, de l'Environnement et des Parcs au printemps 2005. Pour les trois prochaines années, soit de 2005 à 2008, plus de 5,6 millions de dollars seront investis dans les entreprises d'économie sociale en gestion des matières résiduelles. Nous avons appuyé le Réseau des Ressourceries du Québec (RRQ) afin que ce programme inclue un financement de base de trois ans pour cet organisme. De plus, nous avons coordonné le travail d'un comité regroupant les ressourceries, les entreprises adaptées en environnement et les entreprises d'insertion en environnement afin de recommander à Recyc-Québec les mesures à inclure dans le nouveau programme. Le Chantier, à la demande de Recyc-Québec, fait partie du comité de sélection du programme.

Les 18 et 19 novembre 2004 se tenait à Québec le Rendez-vous 2004 portant sur la gestion des matières résiduelles au Québec. Organisé par Recyc-Québec et Réseau Environnement, il regroupait les acteurs privés, publics et d'économie sociale impliqués dans la gestion des matières résiduelles au Québec. Pour le Chantier de l'économie sociale et ses partenaires (le Réseau des Ressourceries du Québec, le Collectif des entreprises d'insertion et le Groupe des récupérateurs des entreprises adaptées du Québec), c'était l'occasion d'augmenter la visibilité des entreprises d'économie sociale dans le secteur de la gestion des matières résiduelles. Un document de promotion réalisé pour cet événement par le Chantier a été distribué aux participants.

Lors de cette rencontre, le ministre a annoncé sa volonté d'instaurer une taxe à l'enfouissement qui permettra d'injecter 50 millions de dollars supplémentaires dans la récupération au Québec, dont une partie est promise aux entreprises d'économie sociale.

Le Chantier a déposé un mémoire dans le cadre des audiences publiques portant sur le Plan d'action sur le développement durable. Le Chantier a également participé activement aux travaux de la filière textile qui finalise actuellement un plan d'affaires concernant le financement de la récupération des produits de textile et d'habillement.

Les entreprises d'économie sociale sont devenues, pour les municipalités et les municipalités régionales de comté (MRC) responsables de la gestion des matières résiduelles sur leur territoire, des partenaires privilégiés pour mettre en œuvre le virage vers la récupération, la réduction et le recyclage. Plus de 90 % des plans de gestion des MRC et des communautés urbaines, sur tout le territoire québécois, incluent la participation des entreprises d'économie sociale. Ces résultats démontrent le dynamisme des entreprises membres du Réseau des Ressourceries du Québec, du Groupe des récupérateurs des entreprises adaptées et des entreprises de récupération membres du Collectif des entreprises d'insertion. Il faut souligner également le rôle tout aussi important des groupes environnementaux qui ont pour mission de sensibiliser la population et les gouvernements à la gestion écologique des matières résiduelles.

LES CENTRES DE LA PETITE ENFANCE

Au cours de la dernière année, une campagne de dénigrement et des menaces de démantèlement du réseau des centres de la petite enfance (CPE) de la part de la ministre responsable, Carole Théberge, ainsi que des coupures budgétaires successives de la part du gouvernement Charest ont incité le Chantier de l'économie sociale, en appui à l'Association québécoise des centres de la petite enfance (AQCPE), à mettre tout en œuvre pour sauver le modèle CPE.

C'est dans ce climat que la Coalition pour l'amélioration des services à la famille s'est mobilisée. Elle est composée d'une quinzaine de regroupements ralliant des organismes communautaires travaillant avec les familles, des centrales syndicales, des organismes municipaux, des groupes de femmes et des organismes œuvrant dans les services de garde éducatifs.

5 LE BILAN DES ACTIVITÉS

À l'automne 2004, le Chantier de l'économie sociale a assuré l'organisation des rencontres et la bonne marche des opérations lors de la consultation sur la conciliation travail-famille. Son implication dans le dossier s'est également poursuivie au cours de la période des consultations prébudgétaires, et ce, jusqu'à la confirmation des compressions financières en juin 2005.

En janvier 2005, après l'annonce d'un programme national de services de garde par le gouvernement du Canada, la Coalition a réclamé de ce dernier qu'il verse au Québec, sans condition, 250 millions de dollars pour l'année 2005. Auprès du gouvernement du Québec, elle a exigé qu'il réserve cette somme d'argent pour les services à la famille. La Coalition a réussi à maintenir la pression sur les deux paliers de gouvernement afin que l'ensemble de la somme soit utilisé pour répondre aux besoins des familles.

Dans un deuxième temps, en mars 2005, la Coalition a réagi avec force aux compressions appréhendées de l'ordre de 60 millions de dollars, dans le cadre du budget Audet. Lors d'une conférence de presse, elle a dénoncé l'incohérence du gouvernement Charest et a exprimé son inquiétude devant le risque d'un recul dans la qualité des services de garde et des diverses mesures de soutien aux familles.

Le Chantier de l'économie sociale a tenté à de multiples occasions de convaincre le cabinet du premier ministre Charest de l'importance de conserver le modèle CPE, un projet social, un véritable lieu d'éducation préscolaire accessible à tous les enfants et un carrefour de services à la petite enfance ancré dans sa communauté.

L'AQCPE, quant à elle, multiplie les pressions auprès du gouvernement afin d'éviter des coupures qui mettraient en péril le modèle CPE et la qualité des services de garde.

Rien n'y fait : en mai 2005, la ministre de la Famille, des Aînés et de la Condition féminine a confirmé une diminution du budget de 41 millions de dollars, ce qui entraînera la suppression de 850 emplois. S'ajoute à ces compressions un projet de restructuration des services de garde en milieu familial qui provoquera à coup sûr le démantèlement du réseau des CPE.

Devant la volonté politique du gouvernement Charest de détruire l'une des plus formidables innovations des vingt dernières années au Québec, le Chantier de l'économie sociale mettra tout en œuvre, avec ses partenaires, pour soutenir l'AQCPE et conserver cet acquis collectif.

UNE AUTRE ANNÉE DIFFICILE POUR LES ENTREPRISES EN AIDE DOMESTIQUE

Un nombre grandissant d'entreprises offrant des services en aide domestique éprouve des difficultés financières dues à un écart entre le prix de revient de leurs services et la reconnaissance publique des coûts de production, qui n'ont pas été indexés depuis huit ans. Plusieurs représentations sont menées tant par le Chantier de l'économie sociale que par le Regroupement des entreprises d'économie sociale en aide domestique du Québec (REÉSADQ) et les entreprises elles-mêmes auprès du ministre Philippe Couillard et du ministère de la Santé et des Services sociaux (MSSS) afin d'obtenir le soutien nécessaire à leur viabilité.

À l'automne 2004, le MSSS a déposé une demande de financement de l'ordre de 10 millions de dollars auprès du Conseil du trésor. Cette demande visait la mise en œuvre d'une solution structurante pour les entreprises, dans le cadre d'une refonte du Programme d'exonération financière pour les services d'aide domestique (PEFSAD). Cette demande a été refusée. Le Conseil du trésor a autorisé plutôt un budget de 2,5 millions pour l'année 2004-2005.

Dans les réseaux et au Chantier, la déception a été grande. Afin de soutenir rapidement certaines entreprises dont la situation était particulièrement critique, les réseaux ont demandé que la somme accordée soit plutôt convertie en un fonds d'urgence pour les entreprises éprouvant le plus de difficultés. Le Chantier a fait appel, dans les mois qui ont suivi, au premier ministre Charest et au ministre Couillard. Il a demandé la mise en place de toute urgence d'une table de travail réunissant les entreprises et les réseaux de partenaires afin de trouver des solutions à long terme concernant l'ensemble des questions relatives à la viabilité des organisations, telles que les coûts de gestion du PEFSAD et les frais de déplacement des préposés, pour ne nommer que celles-là.

Les membres de la table de travail se sont réunis à trois reprises, en janvier, février et mars. Ils sont soutenus par le travail d'un sous-comité formé de représentants d'entreprises. Le travail de la table permet d'alimenter la réflexion à l'intérieur du MSSS et d'étoffer le mémoire qui devrait être présenté cet automne au Conseil du trésor. Il faut souhaiter que la demande financière du MSSS comblera l'écart entre les revenus et les dépenses des entreprises, principalement au chapitre des frais de gestion et de déplacement, et, surtout, qu'elle sera soutenue par le Conseil du trésor.

La présidente-directrice générale du Chantier de l'économie sociale a participé au comité Ménard portant sur la pérennité des services de santé et des services sociaux. Cela a certainement contribué à sensibiliser le ministre Couillard, plusieurs partenaires syndicaux et d'autres intervenants à la nécessité de soutenir les entreprises en aide domestique afin qu'elles jouent leur rôle auprès des personnes âgées en perte d'autonomie, tel que le prévoit la Politique de soutien à domicile.

Nous osons espérer qu'avant la fin de l'année 2005 un apport financier suffisant permettra aux entreprises de se consolider, d'accélérer leur développement et d'offrir à leurs employés de meilleures conditions de travail. Nous souhaitons également qu'un comité de suivi permanent soit mis en place. Rappelons que ces entreprises génèrent plus de 6 000 emplois.

LA PÉRINATALITÉ

Au printemps 2004, le comité d'orientation qui a procédé à la révision de la Politique de périnatalité, datant de 1993, a émis un avis favorable en regard du développement d'entreprises d'économie sociale dans le secteur des services en périnatalité. Selon les recommandations de ce comité, le ministère de la Santé et des Services sociaux (MSSS) est invité à soutenir l'implantation de telles entreprises en s'assurant du respect d'un certain nombre de conditions, dont la concertation des acteurs en périnatalité, le respect des particularités régionales, la complémentarité avec les services publics, etc. Ces conditions rejoignent largement la pratique des centres de ressources périnatales (CRP).

Par ailleurs, les 10 CRP ont été financés cette année sur la base du financement de l'année 2003-2004 indexé et non plus en fonction du développement des services rendus. S'appuyant sur les recommandations d'une politique publique en périnatalité, le Chantier et le réseau des CRP devront engager une négociation avec le MSSS afin de faire reconnaître un nouveau cadre de financement plus adapté aux besoins. À cet effet, le réseau des CRP terminera, au cours de l'automne, les analyses permettant de déposer une proposition auprès du MSSS. Par ailleurs, le réseau travaille à déployer diverses stratégies afin de pouvoir passer du projet expérimental de 1996 à la reconnaissance de l'apport de l'économie sociale dans la structure des services en périnatalité et, conséquemment, à un financement adéquat.

LA TOHU : MANDAT ACCOMPLI !

La Cité des arts du cirque, la TOHU, a ouvert ses portes à l'été 2004. Cet important projet de revitalisation, situé dans un quartier montréalais victime du déclin industriel, s'est développé en portant une attention particulière à son impact économique, social et environnemental. Pour la soutenir dans cette démarche, la TOHU avait conclu une entente de services avec le Chantier de l'économie sociale. L'année 2004-2005 marque la fin de cette entente et nous pouvons affirmer : mandat accompli !

Notre mandat visait l'intégration des concepts de développement durable. Nous avons encadré la démarche de construction écologique. Le fruit de ce partenariat s'est concrétisé par un immeuble reconnu pour ses valeurs écologiques (certification LEED). La TOHU a d'ailleurs remporté plusieurs prix à cet effet. Le Canadian Urban Institute, par exemple, lui a décerné deux prix Brownie, soit un dans la catégorie *Architecture verte et innovation technologique* et le grand prix du *Meilleur projet d'ensemble*.

Nous devions également implanter des pratiques d'économie sociale dans les actions de la TOHU, tout en nous assurant de sa participation à la revitalisation du quartier Saint-Michel, l'un des plus pauvres du Canada. La TOHU, elle-même une entreprise d'économie sociale, s'est engagée à maximiser les retombées économiques pour le secteur de l'économie sociale. Des ententes de services ont été conclues avec des entreprises d'économie sociale telles que Coopératout, Production jeun'Est et la Puce ressources informatiques.

DES RETOMBÉES DIRECTES ET POSITIVES POUR LES RÉSIDENTS DU QUARTIER

En ce qui concerne la revitalisation du quartier Saint-Michel, le Chantier, dans le cadre de ses mandats, a participé, au nom de la TOHU, à plusieurs activités structurantes (dont certaines qu'il a lui-même mises en route) qui ont permis de positionner la Cité comme un acteur important pour la renaissance de ce quartier.

Finalement, grâce à une politique d'embauche locale très ferme (habiter le quartier est une condition d'admissibilité à tout poste comprenant le contact avec le public), arrimée à un programme de formation et d'encadrement spécifique à la TOHU, celle-ci dispose d'une équipe de travail composée d'une trentaine de jeunes issus de la communauté de Saint-Michel.

LES COMMUNICATIONS

Les activités de communication et de promotion ont conservé une place prépondérante au Chantier cette année. À travers diverses actions et par sa présence sur de nombreuses tribunes, le Chantier a fait valoir le rôle important que joue l'économie sociale dans le développement de l'ensemble des régions du Québec. Les activités de communication auront avant tout contribué à faire reconnaître la capacité d'innovation des acteurs et à obtenir le soutien nécessaire à l'essor du secteur.

ACTIVITÉS LIÉES À LA COMMERCIALISATION ET À LA PROMOTION DE L'ÉCONOMIE SOCIALE

Dans la continuité de la campagne d'identification à l'économie sociale « Valeurs ajoutées », les responsables des communications de divers réseaux d'économie sociale ont poursuivi leur travail en vue du redéploiement de l'opération. Afin que l'impact de celui-ci soit optimal, une évaluation de la première phase de la campagne a été menée, en partenariat avec le Centre de formation populaire. Les résultats de ce travail ont notamment révélé que le message et les éléments visuels développés sont très appréciés du public cible (travailleurs, gestionnaires et administrateurs en économie sociale), mais que les mécanismes et délais de diffusion n'ont pas permis de rejoindre le nombre d'acteurs souhaité. La prochaine étape de la campagne d'identification reposera sur des outils et moyens moins coûteux et plus faciles à diffuser. En attendant, le sceau *Valeurs ajoutées* est de plus en plus utilisé comme signe distinctif d'appartenance au mouvement de l'économie sociale.

Le Chantier a aussi travaillé avec des partenaires nationaux et régionaux à des activités visant le grand public. Ces activités s'inscrivent, pour la plupart, dans une stratégie de soutien à la commercialisation des produits et des services. C'est notamment le cas des foires de l'économie sociale et du commerce équitable, pour lesquelles les énergies furent consacrées cette année à la recherche de financement. Foires commerciales colorées et festives, elles sont avant tout destinées à mettre en valeur la diversité des produits et des services offerts par les entreprises d'économie sociale. Elles permettront également de faire la promotion des différentes options de consommation responsable. Une série d'activités similaires devrait se tenir en région et mener à la tenue d'une foire nationale à Montréal, à l'automne 2006.

Les travaux concernant la constitution d'un portail de l'économie sociale ont débuté cette année. Ce portail sera un outil collectif mis au service du mouvement de l'économie sociale. On souhaite en faire un espace vivant alimenté par les entreprises, les pôles régionaux et les autres ressources. Il mettra en valeur les entreprises, les organisations et l'ensemble des acteurs; il favorisera le réseautage de ceux-ci tout en permettant d'accroître le rayonnement de l'économie sociale.

Le portail sera constitué de quatre grandes bulles (information, recherche, commerce solidaire et développement) qui seront alimentées régulièrement par une foule de données. La *section information* permettra de publiciser les activités régionales. Elle rassemblera également un ensemble de guides et d'outils pratiques. Dans la *bulle du commerce solidaire*, différents outils de soutien à la commercialisation pourront être regroupés tel un catalogue de produits et de services. La *bulle recherche* sera consacrée à la diffusion des travaux concernant le secteur de l'économie sociale et ses entreprises. Elle sera notamment alimentée par les travaux de l'ARUC-ÉS et du réseau de recherche partenariale. L'*interface développement* présentera des outils de soutien aux entreprises, que ce soit pour le démarrage, la consolidation ou les pratiques de gestion.

La trame de base du portail regroupera des outils et un ensemble de services. Sa pièce maîtresse sera le Répertoire des entreprises de l'économie sociale et de l'action communautaire. Ce répertoire est réalisé conjointement par le Chantier et le Comité sectoriel de la main-d'œuvre en économie sociale et en action communautaire (CSMO-ÉSAC). Une fois complété, cet outil diffusera une fiche d'information pour chaque entreprise ou organisme. Cette fiche, qui pourra facilement être mise à jour par l'entreprise concernée, présentera un ensemble de renseignements, tels que les coordonnées, une description, les produits et les services offerts, etc. D'autres outils seront également accessibles, dont un fil de presse et un moteur de recherche.

PRÉSENCE DANS LES MÉDIAS

L'intérêt croissant pour l'économie sociale s'est traduit cette année par une plus grande sollicitation médiatique du Chantier et de ses partenaires. Ainsi, les médias d'ici et d'ailleurs ont traité régulièrement de l'économie sociale et du modèle québécois, notamment dans :

- un cahier spécial sur l'économie sociale dans le journal *Les Affaires*;
- un article sur l'économie sociale et le mouvement communautaire au Québec dans le magazine français *L'Express*;
- un cahier spécial sur l'innovation sociale dans *Le Devoir*;
- des chroniques hebdomadaires sur l'économie sociale à la radio de *CIBL*.

L'organisation a convoqué les médias et articulé ses relations de presse autour d'enjeux et d'événements précis :

- la révision par le Registraire des entreprises du Québec du statut des organismes à but non lucratif (OBNL);
- le contenu des budgets fédéral et provincial (février et avril 2005);
- les coupures anticipées de 60 millions de dollars dans les services aux familles québécoises.

L'expertise québécoise fut également sollicitée à quelques reprises, alors que le Chantier fut invité à participer à la rédaction de textes pour des publications hors Québec.

Les visites en région, liées aux séminaires de formation et de sensibilisation à l'économie sociale de même qu'à la présentation d'une trousse de représentation politique – constituée d'éléments argumentaires et d'outils informatifs que le Chantier a produits en appui aux représentations politiques des acteurs locaux et régionaux de l'économie sociale – ont donné lieu, dans plusieurs cas, à une couverture médiatique régionale étoffée. Aussi, on remarque de plus en plus les effets de la campagne d'identification à l'économie sociale puisque de nombreuses entreprises s'affichent désormais clairement dans les médias en tant qu'entreprises d'économie sociale.

CONSULTATIONS ET MÉMOIRES

Dans le but de faire valoir les intérêts du secteur de l'économie sociale, le Chantier et ses membres ont participé à différentes consultations publiques :

- consultation publique à l'égard de la stratégie jeunesse 2005-2008, juin 2005;
- présentation sur le développement équitable et durable dans le cadre des consultations prébudgétaires 2005-2006;
- réaction à la Politique du développement durable, février 2005;
- mémoire sur le statut des associations présenté au Registraire des entreprises du Québec, février 2005.

LE *BULLETIN*, *OSONS*, ET LE SITE INTERNET DU CHANTIER

Les principaux véhicules d'information ont été diffusés sur une base régulière. Dans le but de consolider les communications internes du Chantier, l'accent a été mis sur le nouvel outil de liaison des membres, *OSONS*. Son contenu, plus corporatif, est centré sur les activités de l'équipe et des différents comités et sur les décisions du conseil d'administration, tout en intégrant des nouvelles de nos partenaires. Le *Bulletin* est diffusé beaucoup plus largement (1 800 personnes) et laisse désormais la place aux nouvelles plus générales.

Nous avons tenté cette année de renforcer la synergie entre les différents outils de communications internes. Ainsi, par divers moyens, les membres et les partenaires furent régulièrement incités à se référer davantage au site Internet du Chantier pour obtenir les derniers mémoires, les communiqués ou des informations factuelles sur les activités de l'organisation. Le *www.chantier.qc.ca* demeure une référence pour qui veut consulter divers documents ou de l'information sur le Chantier et l'économie sociale.

Enfin, deux brochures informatives ont été imprimées cette année, et ont été abondamment utilisées dans le cadre d'activités de représentation auprès des élus municipaux et des acteurs régionaux du développement :

- *Bien ancrée dans nos façons de faire, l'économie sociale : Rouage essentiel du développement local*;
- *Les entreprises d'économie sociale en gestion des matières résiduelles : La valorisation écologique des rebuts au service des collectivités locales*.

ÉVÉNEMENTS PUBLICS

Le Chantier de l'économie sociale a assuré une présence lors de divers événements tant par la participation de la présidente-directrice générale, du président du conseil d'administration ou de membres de l'équipe dispensant ateliers ou conférences, que grâce au déploiement sur place du stand de l'organisation. Ainsi, nous avons été présents aux congrès de l'Association des centres locaux de développement du Québec et de la Fédération québécoise des municipalités, à l'École d'été de l'Institut du Nouveau Monde et à la journée Bilan de l'ARUC-ÉS.

LIEU DE RÉFÉRENCE ET D'INFORMATION

Toujours source d'information privilégiée en ce qui concerne les projets d'économie sociale, les outils de financement et de formation, de même que le développement local et régional, le Chantier de l'économie sociale demeure une référence incontournable. Les membres de l'équipe animent des rencontres d'information sur l'économie sociale, sur demande, toujours en collaboration avec nos partenaires régionaux, locaux ou sectoriels, et ce, dans toutes les régions du Québec. L'élaboration de l'outil de sensibilisation *Une économie à valeurs ajoutées* a, en ce sens, contribué à mieux structurer le contenu de ces rencontres.

LA VIE ASSOCIATIVE

La participation, la motivation et la détermination soutenues des membres à l'assemblée générale, au conseil d'administration, au comité exécutif, aux différents comités de travail témoignent, encore cette année, de la solidité de l'adhésion au mouvement de l'économie sociale et au mandat du Chantier de l'économie sociale.

Durant l'année, le renforcement de la vie associative a permis au Chantier de construire une plus grande synergie entre acteurs et réseaux dans plusieurs dossiers. Le président du conseil d'administration a joué un rôle majeur dans des activités de représentation extérieure ainsi qu'un rôle central de liaison avec les membres et les administrateurs. Les autres membres du comité exécutif ont également joué des rôles plus importants, à la fois sur la place publique et à l'intérieur de l'organisation.

Le conseil d'administration a tenu six rencontres et le comité exécutif s'est réuni, quant à lui, à 11 reprises. De plus, les membres du conseil d'administration et du comité exécutif ont partagé, en partenariat avec l'équipe de travail, des mandats de représentation dans le cadre de présentations publiques, de commissions parlementaires et de consultations gouvernementales.

Des membres du conseil d'administration ainsi que des membres du Chantier ont également participé à des rencontres avec des représentants élus des gouvernements fédéral et provincial. Des membres du Chantier ont aussi été invités à participer à des rencontres ou à travailler sur des dossiers spécifiques à leur secteur d'activité et à participer également à des rencontres internationales.

Plusieurs comités de travail ont été actifs et ont contribué au rayonnement mais aussi à l'atteinte des objectifs du Chantier : Comité communications/promotion, Comité financement, Comité foires, Comité fiducie. Aussi, des comités ad hoc, composés de différents partenaires des mouvements sociaux, ont également travaillé sur plusieurs dossiers, notamment ceux de la révision du statut juridique des OBNL, de la révision des orientations à Emploi-Québec, de la nouvelle politique d'habitation, et des travaux du Comité sur la pérennisation du système de santé.

De plus, des représentants du Chantier siègent au sein des conseils d'administration du Réseau d'investissement social du Québec (RISQ) et du Comité sectoriel de main-d'œuvre de l'économie sociale et de l'action communautaire (CSMO-ÉSAC).

LA RELÈVE

Les initiatives visant l'essor de la relève en économie sociale et instaurées notamment dans le cadre du Défi de l'entrepreneuriat jeunesse et du Fonds jeunesse Québec ont porté fruit. L'intérêt des jeunes pour l'entrepreneuriat collectif et pour les questions liées à la consommation responsable est marqué. Ils ont manifesté clairement leur désir de contribuer activement au développement et à la promotion de l'économie sociale. Le Chantier les a entendus et a réuni des jeunes de diverses organisations afin de former le Comité jeunesse du Chantier de l'économie sociale.

En concordance avec le Plan d'action du Chantier, le comité a pour principaux mandats et axes d'intervention :

- la représentation auprès des acteurs de l'économie sociale, de même que des instances locales, régionales, gouvernementales et sectorielles, afin que soient reconnues la place des jeunes en économie sociale et la place que l'économie sociale occupe dans les préoccupations des jeunes;
- la promotion et la sensibilisation des jeunes à l'économie sociale;
- la formation et l'information des jeunes impliqués en économie sociale et des jeunes en général;
- le réseautage et la concertation des jeunes acteurs de l'économie sociale.

Plusieurs actions et activités ont déjà été réalisées, dont le dépôt d'un mémoire dans le cadre de la consultation sur la Stratégie d'action jeunesse 2005-2008 et la préparation d'une mission en Belgique avec le soutien de l'Agence Québec Wallonie Bruxelles pour la jeunesse. L'équipe du Chantier a apporté un soutien actif à l'ensemble des travaux du Comité jeunesse.

UNE INFLUENCE HORS QUÉBEC

Le Chantier a collaboré étroitement avec des acteurs de l'économie sociale et du développement économique communautaire dans le reste du Canada. Son partenaire privilégié est demeuré le Réseau canadien du développement économique communautaire (RCDEC) avec qui le travail pour l'établissement de politiques publiques fédérales a été coordonné. Plusieurs collaborations ont été menées, dont la préparation d'un document pour Développement social Canada, sur les politiques publiques en faveur de l'économie sociale, et la participation active au colloque annuel du RCDEC à Sault-Sainte-Marie.

Nous avons été un membre actif de la Table ronde de l'économie sociale convoquée par la secrétaire parlementaire responsable de l'économie sociale, l'honorable Eleni Bakopanos. La contribution du Québec a été fortement appréciée par les représentants des autres régions du Canada et l'expertise du Chantier a été sollicitée tout au long de l'année par des membres de cette table.

Des représentants de l'organisation ont été sollicités pour donner des conférences lors de plusieurs événements importants au Canada. Soulignons notamment les présentations de Nancy Neamtan au colloque du Centre canadien de philanthropie, à Toronto, et au colloque sur les services de garde organisé par le Conseil canadien de développement social qui a réuni plus de 800 personnes à Winnipeg.

Le Chantier a renforcé ses liens avec des regroupements francophones hors Québec. Il a également réalisé plusieurs contrats de formation au Canada.

LES LIENS INTERNATIONAUX

Le Chantier a toujours accordé de l'importance aux liens internationaux à partir de son engagement envers une mondialisation plus équitable et solidaire. Malgré des ressources très limitées, nous n'avons pas dérogé à cette manière de faire au cours de la dernière année.

En premier lieu, le Chantier a poursuivi son implication au sein du Conseil d'administration du Groupe d'économie solidaire du Québec (GESQ) en préparation de la 3e Rencontre Internationale sur la Globalisation de la Solidarité, qui aura lieu à Dakar en novembre 2005. Dans le cadre des préparatifs de cet événement, le Chantier est membre du Comité international de liaison du Réseau intercontinental de promotion de l'économie sociale solidaire (RIPESS).

Des représentants de l'organisation ont participé, pour une troisième année consécutive, au Forum social mondial à Porto Alegre. À l'invitation du Réseau brésilien de socio-économie solidaire, l'expérience québécoise a été présentée lors d'un atelier organisé par ce regroupement. Le Chantier a également participé à une mission en Argentine, dans le cadre d'un programme d'échanges autour des thèmes de la lutte à la pauvreté et de l'économie sociale. Une collaboration avec l'organisation non gouvernementale Alternatives pour un projet de coopération internationale en Argentine est également à l'ordre du jour.

Le modèle québécois de l'économie sociale a été le sujet d'une conférence de Nancy Neamtan, présentée dans le cadre d'un séminaire de l'Euresa Institute à Stockholm. Cette rencontre sur le thème de l'investissement solidaire regroupait des dirigeants de grandes mutuelles européennes et du mouvement syndical européen ainsi que quelques invités nord-américains.

Cette année, les collaborations avec le Centre d'étude et de coopération internationale (CECI) se sont renforcées, notamment, par la présence de la p.-d.g. du Chantier au conseil d'administration de l'organisme. Le Chantier a également été invité par la ministre responsable de l'Agence canadienne de développement international à participer à une table ronde sur le rôle du secteur privé dans le développement international.

Finalement, nous avons accueilli des visiteurs de différents continents désireux de mieux connaître les réalités de l'économie sociale au Québec. Soulignons particulièrement les échanges stimulants avec des représentants de l'Argentine, de la Belgique, de Cuba, de l'Espagne, de la France, de l'Irlande, de l'Ukraine et du Brésil.

8 Annexes

ANNEXE 1. LE CONSEIL D'ADMINISTRATION

PRÉSIDENCE DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Patrick Duguay*
Pôle régional d'économie sociale de l'Outaouais

PRÉSIDENCE-DIRECTION GÉNÉRALE

Nancy Neamtan*

REGROUPEMENT DES ENTREPRISES D'ÉCONOMIE SOCIALE

Chantal Aznavourian*
Collectif des entreprises d'insertion du Québec

Daniel Berthiaume*
Conseil québécois des entreprises adaptées

Lucie Gagnon
Association des radiodiffuseurs communautaires du Québec

Marc Lamarche*
Confédération québécoise des coopératives d'habitation

Jacqueline Monfourny
Réseau des Ressourceries du Québec

Richard Pierre, remplacé par **Nicolas Fournier**
Regroupement des entreprises d'économie sociale en aide domestique du Québec

Claudette Pitre-Robin, remplacée par **Jean Robitaille**
Association québécoise des centres de la petite enfance du Québec

REGROUPEMENT D'ORGANISATIONS DE DÉVELOPPEMENT DE L'ÉCONOMIE SOCIALE

Michel Bouchard
Regroupement québécois pour la coopération du travail

Édith Cyr
Association des groupes de ressources techniques du Québec

Paul Gauthier
Réseau des SADC du Québec

Thérèse Ste-Marie*
Regroupement des CDEC du Québec

Lucie Villeneuve
Réseau québécois du crédit communautaire

PÔLES RÉGIONAUX D'ÉCONOMIE SOCIALE

Daniel Béliveau
Pôle régional d'économie sociale de la Mauricie

Serge Duclos
Pôle régional d'économie sociale de Québec

Patrick Duguay*
Pôle régional d'économie sociale de l'Outaouais

Manon Loranger*
Pôle régional d'économie sociale de Laval

Claude Ouellet
Pôle régional d'économie sociale du Bas-Saint-Laurent

CENTRALES SYNDICALES

François Lamarche*
Confédération des syndicats nationaux

Esther Désilets
Fédération des travailleuses et travailleurs du Québec

MOUVEMENT COMMUNAUTAIRE

Denis McKinnon*
Table nationale des corporations de développement communautaire

GRANDS MOUVEMENTS

Louise Sicuro
Journées de la culture

Sonia Vaillancourt
Conseil québécois du loisir

MEMBRES D'OFFICE

Céline Charpentier
Comité sectoriel de main-d'œuvre de l'économie sociale et de l'action communautaire

Élise Tessier
Réseau d'investissement social du Québec

MEMBRES COOPTÉS

Margie Mendell
School of Community & Public Affairs, Concordia University

Serge Ouellet
Association des centres locaux de développement du Québec

*Membre du comité exécutif

ANNEXE 2. L'ÉQUIPE DE TRAVAIL

L'ÉQUIPE

Véronique Affoum
secrétaire réceptionniste

Lise Boisvert
coordonnatrice administrative (personne-ressource prêtée par le Mouvement des caisses Desjardins)

Denis Bussières
responsable de l'ARUC en l'économie sociale

Jacques Charest
chargé de projet, Développement, la TOHU (Cité des arts du cirque)

Liette Courchesne
chargée de projet, Développement

Élise Desjardins
directrice des Communications

Charles Guindon
directeur du Développement

Geneviève Huot
chargée de projet, Liens avec les régions et les réseaux

Marie-Hélène Méthé
directrice des Liens avec les régions et les réseaux

Nancy Neamtan
présidente-directrice générale

Isabelle Ricard
chargée de projet, Communications

Jean Robitaille
directeur des Communications jusqu'en avril 2005

Suzanne Sauvé
chargée de projet, Soutien aux secteurs

Gérardin Verty
comptable

DES PROJETS

Catherine Gagné
chargée de la collecte des données, Répertoire des entreprises de l'économie sociale et de l'action communautaire

Francine Pelletier
chargée de projet, Portail de l'économie sociale et Répertoire des entreprises de l'économie sociale et de l'action communautaire

DES CONTRACTUELS

Daniel Bussières
Relations de presse; participation à la rédaction de divers documents et mémoires, notamment pour le Guide de lobbying et le projet de la Fiducie de l'économie sociale

ÉCOF
Module de formation en économie sociale dans le cadre d'un contrat avec Community Futures Board Development – Western Canada

Catherine Gagné
Recherche et études des expériences internationales et canadiennes sur les stratégies de commercialisation des produits et des services de l'économie sociale, dans le cadre d'un emploi subventionné par le Fonds étudiant solidarité travail Québec, du Fonds de solidarité et de la FTQ

Sophie Gélinas et André Giroux
Rapport synthèse du comité de travail créé par le Chantier de l'économie sociale en collaboration avec la Coalition des organismes communautaires pour le développement de la main-d'œuvre, dans le cadre de la mise en œuvre de stratégies gouvernementales pour contrer la pénurie de main-d'œuvre, *Pour un renforcement du partenariat au service des personnes éloignées ou exclues du marché du travail*

Jean-Yves Guimond
Développement des ressourceries

MCE Conseils
Étude sur le financement d'organisations semblables à celle du Chantier de l'économie sociale
Réalisation du fascicule *Élaboration d'un tableau de bord pertinent* destiné aux gestionnaires des entreprises d'économie sociale

Hélène Pelletier
Infographie, fascicules sur la gestion financière des entreprises collectives

Ralph Rouzier
Recherche pour la rédaction du document *Social economy and CED in Canada: Next steps for public policy – Issues Paper*, présenté à Développement social Canada, en collaboration avec le Réseau canadien du développement économique communautaire

ANNEXE 3. LISTE DES SIGLES ET ACRONYMES

ACLDQ	Association des centres locaux de développement du Québec
AGRTQ	Association des groupes de ressources techniques du Québec
AQCPE	Association québécoise des centres de la petite enfance
ARQ	Association des régions du Québec
ARUC-ES	Alliance de recherche universités-communautés en économie sociale
BITS	Bureau international du tourisme social
CAP	Chantier d'activités partenariales
CCFQ	Conférence des coopératives forestières du Québec
CCQ	Conseil de la coopération du Québec
CDC	Corporation de développement communautaire
CDEC	Corporation de développement économique et communautaire
CDR	Coopérative de développement régional
CECI	Centre d'étude et de coopération internationale
CESIM	Comité d'économie sociale de l'île de Montréal
CHSLD	Centre hospitalier de soins de longue durée
CIRIEC	Centre international de recherches et d'information sur l'économie publique, sociale et coopérative
CJS	Coopérative jeunesse de services
CLD	Centre local de développement
CLSC	Centre local de services communautaires
CMDS	Comité ministériel de développement social
COADIM	Coalition des organisations en aide domestique de l'île de Montréal
CPE	Centre de la petite enfance
CQCH	Confédération québécoise des coopératives d'habitation
CQL	Conseil québécois du loisir
CRD	Conseil régional de développement
CRÉECQ	Carrefour de relance de l'économie et de l'emploi du centre de Québec et de Vanier
CRES	Comité régional d'économie sociale
CRP	Centre de ressources périnatales
CRSH	Conseil de recherche en sciences humaines du Canada
CSMO-ÉSAC	Comité sectoriel de main-d'œuvre de l'économie sociale et de l'action communautaire
CSN	Confédération des syndicats nationaux
CUT	Centrale unie des travailleurs
DEC	Développement économique Canada
ÉCOF	Économie communautaire de Francheville
FAQDD	Fonds d'action québécois en développement durable
FCSDQ	Fédération des coopératives de services à domicile du Québec
FIM	Fonds d'investissement Montréal
FLHLMQ	Fédération des locataires d'habitation à loyer modique du Québec
FQM	Fédération québécoise des municipalités
FRAPRU	Front d'action populaire en réaménagement urbain
FTQ	Fédération des travailleurs et travailleuses du Québec
GESQ	Groupe d'économie solidaire du Québec
HLM	Habitation à loyer modique
MRC	Municipalité régionale de comté
MSSS	Ministère de la Santé et des Services sociaux
OBNL	Organisme à but non lucratif
PATDEC	Programme d'assistance technique en développement économique communautaire
PEFSAD	Programme d'exonération financière des services d'aide domestique
RCDEC	Réseau canadien en développement économique communautaire
REÉSADQ	Regroupement des entreprises d'économie sociale en aide domestique du Québec
RÉSO	Regroupement pour la relance économique et sociale du sud-ouest de Montréal
RIPESS	Réseau intercontinental de promotion de l'économie sociale solidaire
RISQ	Réseau d'investissement social du Québec
RQCCT	Réseau québécois des coopérateurs et coopératrices du travail
RQGE	Regroupement québécois des groupes écologiques
RQIIAC	Regroupement québécois des intervenants et intervenantes en action communautaire en CLSC
RQOH	Réseau québécois des OSBL d'habitation
RRQ	Réseau des Ressourceries du Québec
SADC	Société d'aide au développement des collectivités
SCHL	Société canadienne d'hypothèque et de logement
SSEE	Secrétariat du Sommet sur l'économie et l'emploi
TIC	Technologies de l'information et de la communication
TNCDC	Table nationale des Corporations de développement communautaire
UQAC	Université du Québec à Chicoutimi
UQAM	Université du Québec à Montréal
UQO	Université du Québec en Outaouais

Conception graphique : Smartiz